

Des centaines de milliers de personnes fuient le Burundi

L'Humanité, 27 octobre 1993

SYLVIE KINIGI, le premier ministre burundais réfugiée à l'ambassade de France à Bujumbura, est intervenue publiquement pour la première fois depuis le coup d'Etat de jeudi dernier. S'exprimant à la radio, elle a levé, mardi, le couvre-feu imposé par les militaires qui ont renversé et tué le président Melchior Ndadaye. Les chefs de l'armée se sont dissociés des auteurs du putsch et ont demandé au gouvernement de reprendre en main les affaires du pays. Le gouvernement le pourra-t-il alors que la situation demeure confuse dans les campagnes ?

Des représentants d'organisations humanitaires ont fait état de massacres commis par des Hutus contre des Tutsis pour venger la mort du président Ndadaye. Selon un haut responsable de l'ONU, 250.000 personnes se seraient réfugiées au Rwanda et 40.000 en Tanzanie. Le Haut Commissariat pour les réfugiés a annoncé l'envoi d'une équipe chargée de mettre sur pied un programme humanitaire.

Le Conseil de sécurité des Nations unies a condamné, lundi, le putsch et a exigé que « les auteurs du coup d'Etat cessent tous les actes de violence, fassent savoir où se trouvent les personnalités officielles et ce qu'il est advenu d'elles, libèrent tous les pri-

sonniers, regagnent leurs casernes et mettent fin sur-le-champ à leur acte illégal, en vue du rétablissement immédiat de la démocratie et du régime constitutionnel au Burundi ». Les responsables de la mort du président Ndadaye « devraient être traduits en justice », ajoute la déclaration du Conseil de sécurité.

Les quinze membres du Conseil de sécurité ont demandé au secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, de suivre de près la situation au Burundi, « en étroite association » avec l'Organisation de l'unité africaine (OUA), et de leur communiquer un rapport « d'urgence » à ce sujet. Le secrétaire général adjoint au département des Affaires politiques de l'ONU, James Jonah (Sierra Leone), a été chargé de se rendre à Bujumbura. Il se trouve actuellement à Djibouti et attend « les approbations nécessaires » des deux parties en conflit. Il pourrait se rendre dans la capitale burundaise, mercredi, si la situation le permet.

Le porte-parole du Quai d'Orsay a déclaré, mardi, que les autorités françaises « font en sorte de pouvoir transporter » sur la capitale Bujumbura les ressortissants de notre pays qui se trouvent « dans les régions les plus troublées » du Burundi. La grande ma-

ajorité - 800 sur 900 - des Français du Burundi résident déjà dans la capitale.

Dans un communiqué, le Front patriotique rwandais dément l'implication du major Paul Kagame, vice-président du FPR et chef de l'armée patriotique rwandaise, dans le coup

d'Etat au Burundi. Le FPR condamne ce coup d'Etat et dénonce les déclarations de la radio rwandaise « incitant les Burundais à se dresser les uns contre les autres, ce qui risque de provoquer des affrontements aux conséquences régionales incalculables ».